Calabrese, Laura et Marie Veniard (éds). 2018.
Penser les mots, dire la migration (Louvain-la-Neuve :
Academia/ L'Harmattan)

Irit Sholomon-Kornblit

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aad/3857>

DOI : 10.4000/aad.3857

ISSN : 1565-8961

Éditeur

Université de Tel-Aviv

Référence électronique

Irit Sholomon-Kornblit, « Calabrese, Laura et Marie Veniard (éds). 2018. *Penser les mots, dire la migration* (Louvain-la-Neuve : Academia/ L'Harmattan) », *Argumentation et Analyse du Discours* [En ligne], 23 | 2019, mis en ligne le 18 octobre 2019, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aad/3857> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aad.3857>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

Argumentation & analyse du discours est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Calabrese, Laura et Marie Veniard (éds). 2018. *Penser les mots, dire la migration* (Louvain-la-Neuve : Academia/ L'Harmattan)

Irit Sholomon-Kornblit

RÉFÉRENCE

Calabrese, Laura et Marie Veniard (éds). 2018. *Penser les mots, dire la migration* (Louvain-la-Neuve : Academia/ L'Harmattan, coll. « Pixels ») 204 p. ISBN : 978280610420

- 1 Cet ouvrage dirigé par Laura Calabrese, qui occupe la Chaire de Communication interculturelle à l'Université Libre de Bruxelles, et Marie Veniard, Maître de Conférences en Sciences du langage à Paris Descartes, réunit dix-huit notices sur les mots de l'immigration en discours. Les notices portent majoritairement sur les noms des personnes (étranger, migrant/réfugié, allochtone, exilés, sans-papiers, Dublins) et des politiques migratoires (multiculturalisme, diversité, Europe forteresse/passoire, accommodement raisonnable, intégration, communauté/communautarisme, migrations/immigration), mais aussi sur des catégorisations plus globales, comme l'opposition binaire Islam/ Occident.
- 2 Raymond Williams de l'école de Birmingham avait déjà introduit en 1976 le besoin d'étudier des « mots-clés » (Williams 1983) en société en dehors de leur sens purement lexicographique : il s'agissait de mots-valeurs, de mots participant à la construction de points de vue dans les domaines politiques, sociaux et culturels, comme capitalisme, individu, culture ou société. Or, contrairement à ces travaux ou à des ouvrages semblables publiés en français, comme *Les nouveaux mots du pouvoir* de Pascal Durand (2007), les mots sont ici étudiés en corpus, leur sens est appréhendé en discours. Aussi ont-ils droit à des entrées beaucoup plus longues (d'une moyenne de huit pages) que

celles des ouvrages mentionnés ci-dessus. L'objectif des éditrices est de montrer les débats auxquels donnent lieu ces mots, les reformulations, les sens divers qui leur sont attribués selon l'époque, le genre, le contexte ou les énonciateurs, dans l'objectif de « capturer le sens dans sa dimension dynamique et instable » (Lecolle, Veniard et Guérain 2018 : 39-40).

- 3 Il s'agit donc d'une approche sémantique résolument discursive : la sémantique discursive traverse l'analyse du discours, la praxématique, la linguistique textuelle et la théorie de l'énonciation (Lecolle, Veniard et Guérain 2018 : 51). Sa visée et celle des éditrices de ce volume est de dépasser l'opposition langue/discours au bénéfice d'« une approche dynamique de ces pôles » (*ibid.* : 35), afin de « décrire en termes linguistiques en quoi les discours façonnent le réel » (Calabrese 2019). La nomination comme point de rencontre entre le discours et la langue a été étudiée dans des revues comme *Langages* (1997), *Langue française* (2012, 2015), *Le Discours et la Langue* (e.a. 2009, 2012), *Cahiers de Praxématique* (2001), ou *Argumentation et Analyse du Discours* (2016). Ces travaux ont montré comment la nomination passe par les contraintes de la langue, mais se construit inévitablement en discours (voir Cislaru 2012, Longhi 2015).
- 4 Si la sémantique discursive informe la visée globale de l'ouvrage, les méthodologies appliquées sont variées : histoire sémantique sur des corpus juridiques (accommodement raisonnable, allochtones, étrangers, exilés, intégration, race), analyse du discours qualitative dans la presse écrite (sans-papiers, diversité, migrant/ réfugié, Europe forteresse/ passoire) ou dans les débats télévisés (Islam/ Occident), analyse de discours quantitative (multiculturalisme, migr.-), ethnolinguistique (aventuriers) et sociolinguistique (Dublins/dublinés, Français de souche). Cette variété bénéfique est reflétée dans les genres discursifs analysés : alors que les discours médiatique, politique et juridique paraissent être un choix naturel pour une analyse des noms de l'immigration, une place est également octroyée au « tout-un-chacun » dans des corpus oraux d'entretiens et d'observation participante. Cette démarche permet de révéler non seulement les discours tenus par les détenteurs de pouvoir et les producteurs de l'hégémonie que sont les institutions et les médias, mais aussi de donner la parole aux migrants eux-mêmes, qui deviennent alors sujets et non plus uniquement objets de l'immigration (v. *infra* aventuriers).
- 5 Conformément à la variété des méthodologies appliquées et des corpus analysés, les auteur.e.s des notices sont linguistes, analystes du discours, socio- ou ethnolinguistes, politologues, historiens ou sociologues. Cette diversité disciplinaire reflète l'intérêt très large dont bénéficie la mise en mots de phénomènes politiques et sociaux tels que l'immigration, et l'enjeu de la nomination de catégories humaines politiques, où le pouvoir des mots dans la réalité sociale est particulièrement saillant.
- 6 Le rôle de la (dé)nomination dans les rapports entre langage et réalité, entre référence et représentation ont été remis en question par les travaux de Kleiber (1984). Ceux-ci distinguaient entre référence rigide, convenue et arbitraire, enregistrée dans le dictionnaire (la « dénomination », appartenant au domaine de la langue) et la référence située et non stabilisée (la « désignation », originaire de la parole). Le courant de praxématique fondé par Paul Siblot (1997, 2001) s'interrogeait sur le rapport entre nomination¹ et énonciateur : la nomination « en même temps qu'elle catégorise l'objet nommé, positionne l'instance nommante à l'égard de ce dernier » (Siblot 1997 : 42). Le nom n'exprime alors pas la chose en soi mais plutôt le rapport entre l'énonciateur et la chose nommée (*ibid.* : 52). Comprendre qui nomme les catégories sociales, par quels

moyens langagiers et discursifs et dans quelles visées argumentatives (Koren 2016, Lecolle 2016) nous informe à la fois sur nos représentations collectives sous-jacentes et sur la construction verbale de notre réel social. D'où l'importance cruciale d'un tel ouvrage, qui se positionne dans la recherche sur l'acte de nommer en contexte social et politique.

- 7 Dans leur introduction (9 – 31), Calabrese et Veniard justifient le choix des mots analysés par le fait qu'ils circulent dans l'espace public et y font débat : mots ou oppositions floues (migrant/ réfugié, Islam/ Occident), mots polysémiques (communauté, intégration), mots tabous (race), mots slogans (diversité), mots revendiqués (aventuriers, sans-papiers) ou assignés (allochtones, Dublins) et passages obligés (Europe forteresse/ passoire). A la question « existe-t-il une nomenclature "correcte" ? », Calabrese et Veniard répondent par un Non catégorique. Pris en discours, il n'y a pas de « mots justes » (16). Ceux-ci dépendent du contexte et du sens que leurs donnent les locuteurs ; de plus, les mots changent continuellement, sont débattus et font l'objet de controverses. L'analyse des mots en corpus permet de rendre compte de l'instabilité sémantique, du flou référentiel, des sens que « le dictionnaire ne saurait enregistrer » (17).

A travers les notices, les auteurs et autrices cherchent à mettre en évidence les discussions qui « s'accrochent » à ces mots, et par là, à mettre au jour les prises de positions sous-jacentes, les énoncés récurrents dans les débats, les segments phraséologiques, les stéréotypes, les évolutions et glissements de sens, les ambiguïtés, bref, tout ce qui montre que le discours est une force vivante, une composante de la vie sociale au moins aussi importante que la réalité matérielle (26).

- 8 L'analyse discursive de mots qui nomment des phénomènes socio-politiques et qui font débat n'est pas sans rappeler les travaux d'Alice Krieg-Planque : la « formule » telle que celle-ci l'a théorisée (2009) présente un caractère figé, elle circule dans l'espace public et s'inscrit dans une dimension discursive. Elle fonctionne également comme un référent social et sert de cadrage aux débats publics. Enfin, elle comporte un aspect polémique, dû aux enjeux sociaux qu'elle cristallise mais aussi dû à sa polysémie et son ambiguïté favorisant les conflits d'interprétation (2009 : 63). Le carrefour entre le discours et la langue est souligné dans la notion de formule, puisque la notion d'usage

est déterminante dans l'étude d'une formule, en ce sens qu'il n'existe pas de formule « en soi », mais plutôt un ensemble de pratiques langagières et des rapports de pouvoir et d'opinion, à un moment donné, dans un espace public donné, qui génère le destin « formulaire » [...] d'une séquence verbale (13).

- 9 En vue du choix et de la justification des mots analysés (mots qui circulent, qui font débat, qui sont porteurs d'enjeux sociopolitiques et dont le sens change selon les usages) et de la méthodologie défendue conjuguant linguistique et analyse du discours, on aurait aimé avoir une mise au point sur les rapprochements et éventuelles distanciations par rapport à la notion de « formule », ainsi que sur les apports nouveaux que l'ouvrage pourrait fournir à ces travaux.
- 10 Les articles posent, au travers de leurs analyses spécifiques, des questions cruciales qui ne cessent d'être débattues aujourd'hui dans l'arène des sciences du langage : existe-t-il une représentation « adéquate » ou même « neutre » du « réel » ? Quels rapports observe-t-on dans le discours et la langue entre nomination et catégorisation ? Qui a le droit de nommer et comment cela influence-t-il la représentation ? Et, concernant

pouvoir et représentations, qu'en est-il du politiquement correct ? Nous proposons d'aborder ces questions ici à travers la lecture d'une sélection d'articles qui en traitent.

- 11 Ainsi, un exemple de l'instabilité sémantique en discours est le cas de l'« allochtone » belge (Antoine Roblain) : originaire des Pays-Bas, ce mot a été introduit dans les années 1990 comme alternative neutre à étranger ou à minorités, jugés stigmatisant (43). La nouvelle dénomination était née du besoin « d'accorder une reconnaissance sociale » et « d'assurer à ces populations la pleine possession des droits dont elles sont supposées jouir » (45). Si « allochtone » a permis de porter un regard neutre sur les minorités non-européennes pour des besoins statistiques et gouvernementaux, au fil du temps, avec « la circulation du terme et les nombreux interdiscours qui s'y [sont] greff[és] » (*ibid.*), ce mot s'est chargé négativement dans la presse. Construit comme une catégorie sociale, voire ethnique, il est aujourd'hui jugé péjoratif et est banni dans la plupart des journaux et des organisations politiques en Belgique. Son remplacement actuel : « personne d'origine étrangère ». Le parcours du concept d'accommodement raisonnable décrit par Maryse Potvin (33 – 42) au Canada est d'ailleurs très semblable quant à sa naissance « neutre » dans le discours juridique et son chargement axiologique négatif subséquent dans le discours médiatique.
- 12 En peignant le portrait de l'évolution de la valeur axiologique d'allochtone, Roblain s'interroge sur les pratiques d'interdictions imposées par les institutions sur certains termes et la disjonction avec leur récupération dans le langage courant² :

Cette optique visant à ne pas nommer, à éviter de catégoriser sur [l]es critères [de couleur de peau et d'appartenance ethnique], s'inscrit, entre autres, dans la volonté de protéger l'ensemble des membres de la société contre toute mise à la marge. Catégoriser permet certes de poser un regard, de reconnaître la différence et dans une certaine mesure les identités, mais peut également amener à exclure (46).
- 13 Ainsi « toute référence à l'existence de subdivisions ethniques de la société » est bannie, promouvant une approche *color blind* afin de « promouvoir une vision d'une société cohésive, réunie autour d'un projet commun » (*ibid.*).
- 14 Laura Calabrese, dans son article sur le couple *migrant/ réfugié*, reconnaît que

les différents acteurs agissent dans l'espace public par le biais de leurs discours pour imposer une certaine vision du réel. En effet, c'est par leur utilisation ou non utilisation des mots, mais aussi par les métadiscours qu'ils produisent sur les mots eux-mêmes, qu'ils parviennent à créer des réalités différentes (159).
- 15 Elle montre ainsi comment migrant, un mot qui paraît neutre dans le dictionnaire, s'avère porteur de valeurs axiologiques en discours : il est souvent accompagné dans la presse de mots négatifs comme illégal, vague, flux, morts, ainsi que d'images de camps et de naufrages (153). Associé à la métaphore du débordement, migrant devient négativement connoté. Calabrese montre comment un débat dans la presse autour de la nomenclature « correcte », migrant ou réfugié, a eu comme conséquence bénéfique de déplacer l'attention des événements comme les naufrages, les déplacements ou les conflits régionaux via le nom migrant, vers les individus (via le nom réfugiés), soulignant le processus de catégorisation auquel ceux-ci sont soumis à travers leur nomenclature (158).
- 16 La question des catégorisations est de mise ici : ces « construits politiques et sociaux qui doivent être envisagés dans leur dimension historique » (12) ont un caractère performatif dans la mesure où, bien que « langagiers [et] rattachés à des représentations », ils « exercent aussi une action sur le monde du réel » (13). D'abord,

ces catégorisations influencent notre manière de percevoir les personnes : ainsi, l'opposition migrant/ réfugié présenté dans les médias est trop simpliste et binaire (14). Ensuite, certaines catégories, comme réfugiés, dublinés ou sans-papiers, ont des répercussions juridiques bien réelles. « Nommer, ce n'est pas seulement se situer à l'égard de l'objet, c'est aussi prendre position à l'égard d'autres dénominations du même objet [...]. C'est en conséquence se situer par rapport à eux » (Siblot 1997 : 55). Les actes de nomination impliquent une prise de position, marquant aussi bien un « positionnement éthique » qu'un « engagement politique » (Calabrese et Veniard 2018 : 11, 23). Pour Salih Akin, auteur de l'article « Sans-papiers », cette dénomination est

une ressource linguistique qui cherche, en articulant l'infiniment petit (le mot) et l'infiniment grand (les catégories et représentations sociales), à traduire une approche plus solidaire, plus humaniste, plus accueillante, plus ouverte vis-à-vis de ces populations (196).

- 17 Au terme de débats dans la presse autour de la « crise de migrants », la formule « sans-papiers » a remplacé dans les années 1990 celle de clandestins, jugée péjorative. En articulant le discours et la langue, Akin montre comment « la dénomination *sans-papiers* [...] dénonce, dans sa structure linguistique même [*sans* + *nom*], un état d'exclusion sociale et une situation administrative arbitraire tout en véhiculant un programme d'action ». La nouvelle formule permet un découpage nouveau du réel, allant d'un marqueur ethnique à un marqueur administratif, parvenant à inclure les immigrants en question dans le corps national :

malgré leur origine étrangère et l'absence d'autorisation de séjour, les référents ne sont pas ethnicisés, mais considérés comme faisant partie d'une communauté nationale. En désignant ces référents par leur situation administrative plutôt que par leur origine ethnique, géographique et/ ou leur extranéité, la dénomination neutralise dans une certaine mesure le clivage immigrés/ nationaux (196).

- 18 Qui nomme ? Qui a le pouvoir de nommer ? Ces questions s'imposent au fil des lectures. L'article de Cécile Canut donne la parole à ceux qui s'autodésignent « aventuriers » et par là se réapproprient cette dénomination. Assignée par les administrateurs français en Afrique de l'Ouest coloniale, elle désignait de façon péjorative les travailleurs désertant la campagne pour rejoindre la ville. Le nom fut repris après les indépendances par les dirigeants politiques africains pour désigner négativement les migrants ayant « abandonné » la patrie. Dans les documentaires dirigés par Canut elle-même sur les récits migratoires en Afrique francophone, celle-ci repère des usages positifs de ce mot, assumés par les migrants en question. La figure de l'aventurier est ici « associée à celle des héros des épopées africaines, qui entament un rite de passage sollicité visant la formation individuelle » (51) : l'aventurier « traverse les frontières en revendiquant la liberté et l'autodétermination. [...] il cultive la contestation, la résistance et l'art de la feinte » (*ibid.*). Canut conclut : « le réinvestissement du mot en français d'Afrique par cette auto-nomination renvoie à un mode d'être au monde – une éthique – plutôt qu'il ne rend compte d'une appartenance établie – une catégorie » (52). Cet article illustre bien la question de l'*agency* du sujet face aux institutions concernant la mise en mots de la migration.
- 19 Un article supplémentaire qui entend renverser les idées reçues sur les mots de la migration par l'intermédiaire d'un corpus oral « sur le terrain » est celui portant sur la formule lourde de controverses et de débats en France, « Français de souche ». Sonia Branca-Rosoff a analysé 40 entretiens du Corpus du Français Parlé Parisien 2000

effectués dans la banlieue parisienne sur la vie dans les « quartiers », plus spécifiquement sur les situations de « mixité » ou de « ségrégation ». La formule Français de souche est aujourd'hui considérée taboue dans certains milieux parce qu'elle « valorise implicitement l'ancienneté d'appartenance, ce qui discrimine indirectement les personnes d'ascendance étrangère, qui apparaissent comme des Français moins légitimes » (115). L'auteure montre toutefois que, en dépit de sa dénonciation dans les médias, les jeunes issus de banlieue utilisent volontiers Français de souche pour parler de leurs voisins sans ascendance étrangère. L'auteure prend position contre l'imposition d'un langage politiquement correct :

censurer *Français de souche* en espérant modifier les représentations du corps social afin de réunir tous les Français dans une seule et même communauté, c'est situer les pouvoirs du langage au niveau des mots, alors que les représentations collectives leur sont sous-jacentes. [...] en particulier l'opposition dualiste entre le soi et l'autre à l'arrière-plan de toute construction identitaire (121).

- 20 Comme dans le cas de « race » (Sandra Nossik), le tabou concerne la catégorie elle-même, pas le mot. Par son analyse d'un corpus oral, Branca-Rosoff montre que « la régulation du français par effacement du vocabulaire est une entreprise inutile » (116). L'auteure est une des rares qui prennent position dans cet ouvrage se posant pourtant pour objectif d'analyser des mots intrinsèquement politiques et de traiter du pouvoir des mots sur la réalité (23).
- 21 Les notices de cet ouvrage ne prétendent pas fournir une image complète et achevée des mots qu'elles analysent, qui, de toute façon, n'arrêtent jamais d'évoluer. Elles doivent plutôt être considérées comme des images instantanées de la réalité sociale migratoire elle qu'elle se construit dans le discours à un moment donné. Laissant le lecteur souvent sur sa faim, elles l'invitent à des lectures ultérieures.

BIBLIOGRAPHIE

Argumentation et Analyse du Discours 17. 2016. « La nomination et ses enjeux socio-politiques » [en ligne : <https://aad.revues.org/2207>]

Calabrese, Laura. 2007. « Quels objet(s) de discours se dissimule(nt) sous la dénomination le voile ? », Cislaru, Georgeta et al. (éds), *L'acte de nommer. Une dynamique entre langue et discours* (Paris : Sorbonne nouvelle), 135- 148

Calabrese, Laura. 2012. « L'acte de nommer : nouvelles perspectives pour le discours médiatique », *Langage et Société* 140, « Analyse du discours à la française : continuités et reconfigurations » (Paris : Maison des Sciences de l'Homme), 29 – 40

Cislaru, Georgeta et al. (éds). 2012. *L'acte de nommer. Une dynamique entre langue et discours* (Paris : Sorbonne Nouvelle).

Durand, Pasal. 2007. *Les nouveaux mots du pouvoir. Abécédaire critique* (Bruxelles : Aden)

Koren, Roselyne. 2016. « Introduction », *Argumentation et Analyse du Discours* 17, « La nomination et ses enjeux socio-politiques » [en ligne : <https://aad.revues.org/2295>]

- Krieg-Planque, Alice. 2009. *La notion de « formule » en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique* (Besançon : P. U. de Franche-Comté)
- Langages* 127. 1997. « Langue, praxis et production de sens » (Paris : Larousse)
- Langue française* 174. 2012. « La dénomination », Petit, Gérard (éd.)
- Langue française* 188. 2015. « Stabilité et instabilité dans la production du sens : la nomination en discours », Longhi, Julien (éd.)
- Le Discours et la Langue* 1-1. 2009. « Ethnotypes et sociotypes : normes, discours, cultures », Calabrese, Laura & Laurence Rosier (éds)
- Le Discours et la Langue* 3-1. 2012. « Le discours politique identitaire », Hailon, Fred, Arnaud Richard & Marion Sandré (éds)
- Lecolle, Michelle. 2016. « Noms collectifs humains : nomination et prédication », *Argumentation et Analyse du Discours* 17 [en ligne : <http://journals.openedition.org/aad/2208>]
- Lecolle, Michelle, Marie Veniard & Olivia Guérin. 2018. « Pour une sémantique discursive propositions et illustrations », *Langages* 210, 2018/2, 35 – 54
- Longhi, Julien. 2015. « Stabilité et instabilité dans la production du sens : la nomination en discours », *Langue française* 188, « Stabilité et instabilité dans la production du sens : la nomination en discours », 5 – 14
- Mots. Les langages du politique* 116. 2018. « Dire ou ne pas dire la “race” en France aujourd’hui », Devriendt, Émilie, Michèle Monte & Marion Sandré (éds)
- Petit, Gérard. 2001a. « Présentation : la dénomination », *Cahiers de Praxématique* 36, « Linguistique de la dénomination », 3 – 9
- Petit, Gérard. 2001b. « Pour un réexamen de la notion de dénomination », *Cahiers de Praxématique* 36, « Linguistique de la dénomination », 27 – 44
- Richard, Arnaud & Laurent Fauré. 2015. « La nomination identitaire : de l’inapproprié aux réappropriations », *Langue française* 188, « Stabilité et instabilité dans la production du sens : la nomination en discours », 77 – 90
- Sholomon-Kornblit, Irit. Correspondance privée avec Laura Calabrese, 13 mars 2019
- Siblot, Paul. 1997. « Nomination et production de sens : le praxème », *Langages* 127, « Langue, praxis et production de sens », 38 – 55
- Siblot, Paul. 2001. « De la dénomination à la nomination : les dynamiques de la signifiante nominale et le propre du nom », *Cahiers de praxématique* 36, « Linguistique de la dénomination », 189 – 214
- Steiner, Béatrice. 2002. « De la langue de bois à la langue de coton : les mots du pouvoir », Rist, Gilbert (éd.), *Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale* (Genève : Nouveaux Cahiers de l’IUED, n. 13 & Paris : PUF), 193 – 208
- Sarfati, George-Elia. 2017. « De l’analyse du discours à la théorie critique du discours », *Le Discours et la Langue* 9-1, « Discours et contexte social », Longhi, Julien, Nathalie Garric & George-Elia Sarfati (éds), 153– 180
- Williams, Raymond. 1983 [1976]. *Keywords. A Vocabulary of Culture and Society* (New York : Oxford U. P.)

NOTES

1. Correspondant ici à la *désignation* de Kleiber
 2. Question que Sonia Branca-Rosoff soulève de manière plus explicite dans sa notice sur les *Français de souche*, voir *infra*
-

AUTEURS

IRIT SHOLOMON-KORNBLIT

Université Bar Ilan, ADARR